



Quand le futur d'une participation politique réelle des jeunes est terrassé par l'avènement du populisme. Le cas de la Tunisie

Adel Ayari*

Le contexte de l'avènement

Le 25 Juillet 2021 restera certainement comme étant une des plus importantes dates de l'histoire politique tunisienne postindépendance. En effet, le président de la république annonça ce jour-là le gel de la constitution, la suspension des travaux de l'institution parlementaire, et procédera durant les semaines et mois qui suivirent à des actions politiques touchant les institutions constitutionnelles, telle la dissolution de l'instance nationale de lutte contre la corruption, et peu de temps après le conseil supérieur de la magistrature. Ces actions bloquant ces institutions étaient précédées par la déclaration du président de l'accaparement de tous les pouvoirs et qu'il gouvernera dorénavant par décrets. L'action politique anti démocratique entreprise par le président était échafaudée en amont par une préparation de l'opinion publique, en présentant la «démocratie» tunisienne comme étant défaillante, gangrenée par la corruption et le népotisme, et en dénigrant les institutions et les partis considérés comme appartenant à une époque révolue *«considérés comme des fauteurs de troubles qui opposent artificiellement les groupes et les citoyens entre eux dans le seul but de capter des portions de pouvoir»*¹, et discréditant les élites présentées comme étant corrompues, égoïstes, incapables, voire même au service d'autres Etats, et uniques responsables du chaos que vit le pays. Ces actions déclenchées dès le 25 Juillet 2021 qui confortaient la domination politique du président tunisien au détriment des acquis démocratiques et renforçaient ses pouvoirs personnels avaient, en fait, des prémisses, et trouvaient tant dans le contexte national socioéconomique que celui politique, un terrain fertile lui procurant les conditions propices à son éclosion politique, présageant ainsi l'avènement du «coup d'Etat» qui s'installa à cette date, balayant du coup la jeune démocratie malade de ses défaillances. Revenons rapidement sur trois de ces contextes interreliés couvant l'avènement politique du populisme du 25 Juillet 2021.

- ✓ Le premier contexte est celui politique caractérisé, à l'époque, par une lutte féroce entre les partis politiques qui s'adonnaient sans merci à des affrontements sans fin où chacun essayait de dominer, de faire triompher ses thèses et ses approches.

* Chercheur - chef de l'unité de recherche du CEMI

¹ Vincent de coorebyter, *LES PARTIS ET LA DÉMOCRATIE*, <https://www.cairn.info/revue-dossiers-du-crisp-2005-2-page-9.htm>

Alors que cette lutte pouvait être considérée comme étant une dynamique de la démocratie, elle ramenait, sur le terrain, vers un blocage total du parlement et autres institutions. Le déchirement entre les belligérants politiques était tel que toute perspective de compromis s'avérait impossible, voire morte née. Chaque dossier de tout genre, au niveau national ou local, était bloqué de par les fortes animosités idéologiques et personnelles entre des acteurs engloutis dans des querelles sans fin. La faible culture démocratique des élus et responsables des partis s'ajoutait à un manque criard de savoir-faire, de savoir diriger, de perspicacité face aux enjeux politiques et dangers qui s'annonçaient, qui guettait l'expérience démocratique elle-même. Aux mécanismes constitutionnels qui ne pouvaient être suffisamment tranchants pour dépasser les crises à répétition, s'ajoutait l'impuissance des élites à formuler des réponses politiques efficaces, ou élaborer des concessions mutuelles. Construisant une critique fondée sur une sorte de jugement de misérabilisme de la vie politique, «voilà le populisme obligé d'opérer sa révolution du pour au contre. Ce ne sera pas la dernière»² qu'il fera.

- ✓ Le deuxième contexte ayant trait aux faibles acquis socioéconomiques dus à l'impuissance de la transition démocratique à réaliser des progrès notables et nets sur des dossiers importants tels que le chômage, l'investissement, l'entrepreneuriat, les réformes de l'enseignement, l'accès aux soins, le transport, les infrastructures, l'assainissement des finances publiques. Les politiques publiques mises en place affichaient leurs limites et un

haut degré d'inertie, dénotant d'une incapacité totale à innover. Pire, la croissance ralentissait jusqu'à des proportions négatives, le pouvoir d'achat se dépréciait rapidement, l'inflation augmentait. In fine, la situation sociale allant se dégradant donnant lieu à des mouvements de protestation sociale dans toutes les régions, et les jeunes montaient aux créneaux politiques, s'appropriant une plus grande activité via le net-politique, affichant en même temps une aversion envers les politiques, les élites, voire l'activité politique. Du coup, les conditions étaient propices à la naissance d'une fracture autant sociale que politique et culturelle entre les jeunes et les dirigeants, entre les jeunes et la chose publique. Jeunes désorientés politiquement, désenchantés aux attentes inassouvies. Leur participation politique n'étant plus leur priorité absolue, on n'est plus dans cette optique «du devoir des jeunes d'exprimer leurs opinions sur différentes questions les concernant directement ou indirectement»³. C'est un nouveau rapport à la politique qui s'installa marqué par des formes de désillusion, de refus, et de frustration.

- ✓ Le troisième de ces contextes soulève la conjugaison de la faillite de l'économie et du politique, créant un terrain fertile à la montée du populisme politique. Bien que le populisme puisse s'inscrire politiquement tant à droite qu'à gauche, il affiche une certaine habilité à fructifier ses actions dans les sentiments généraux de frustration et déception qui se répandant aux temps des crises sociales, donnant lieu aux «mythes nationaux sur lesquels s'appuient les discours mobilisateurs de ces mêmes leaders»⁴.

² J.-C. Passeron, *Symbolisme dominant et symbolisme dominé, Contribution à la protohistoire de la réciprocité symbolique des rapports de force*, revue Enquête numéro 1 À propos des cultures populaires, « Symbolisme dominant et symbolisme dominé » p 2, Enquête [En ligne], 1 | 1985, mis en ligne le 03 juin 2013, URL : <http://journals.openedition.org/enquete/38> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/enquete.38>

³ LANTO RATSIDA RANDRIAMANANTENA, *Le CONSEIL DES JEUNES Peut-il servir d'espace d'initiation pratique à la démocratie ?* Friedrich-Ebert-Stiftung, Août 2011, P 5, <https://www.giz.de/de/downloads/giz2014-fr-democratie-locale-tunisie-internet.pdf>

⁴ Frédérique Langue et Edgardo Manero, *Repenser les populismes en Amérique latine et au-delà. Des figures du conflit à la guerre des mémoires*, ILCEA Revue de l'Institut des langues et cultures

Comme observé dans les expériences qu'ont connues plusieurs pays, le populisme tunisien vit son temps politique fort depuis la dernière décennie, culminant en tête des sondages des intentions de vote et auréolé politiquement par sa présence à la plus haute magistrature de l'Etat. En fait, avec l'avènement du 25 Juillet 2021, le populisme tunisien a démontré deux capacités intrinsèques lui valant de gouverner :

- 1 - Une dynamique certaine au niveau des capacités de mobilisation des masses, d'encadrement actif du terrain, d'occupation de l'espace géographique, alors qu'en même temps les élites s'affiliaient à l'idée démocratique affichaient un immobilisme récurrent et une autosuffisance au niveau du discours élaboré, des techniques de la communication, des propositions pour surmonter la crise. L'acteur populiste lui, s'affiche en acteur unique et indispensable pour les solutions à apporter, pour les réalisations des attentes populaires. Il s'est présenté en icône de la souveraineté perdue, l'antithèse du fiasco, l'idéal-man seul porteur de fiabilité. Le populisme a réussi son investissement politique dans ce que permet la démocratie elle-même en termes de liberté d'expression et d'accès aux mass-médias. Il a réussi à se proposer comme alternative inéluctable aux échecs de la démocratie tunisienne, à ses manquements et défaillances, au management impuissant de ses élites qui se sont promues en classe professionnelle managériale⁵ Une grande partie de l'opinion publique, des élites, des cadres,

des jeunes et même des militants politiques des partis, s'est avérée prédisposée à rallier la thèse populiste, à lui apporter soutien, à lui afficher allégeance. A la désillusion ressentie en face des échecs de la transition démocratique et les politiques adoptées, se substitue une forte croyance en les promesses du populisme. S'est effectuée dès lors une transaction politique : l'accession du populisme au pouvoir, la construction démocratique stoppée net.

- 2 - Si les maux politiques inhérents à la démocratie tunisienne ont contribué à l'avènement du populisme au pouvoir, ses défaillances économiques ont permis, d'un autre côté, qu'il se maintienne comme étant l'alternative envisageable à la crise qui perdure. Le paradoxe ici est que ce populisme soit d'un côté à la tête du pouvoir en même temps qu'il soit à la tête de l'opposition. Signe que le projet démocratique peine à se trouver des défenseurs forts et endurants. Les intentions de vote, comme les mesures de confiance, affichent des indicateurs largement favorables au chef de l'Etat et au parti destourien, son présumé opposant. Plus que des subtilités de discours, ces deux facettes du populisme réussissent encore à faire dégager, auprès d'une grande partie de l'opinion publique, un haut degré de confiance dans les propositions politiques et sociales qu'ils prônent. C'est une sorte de fabrique qui puise dans l'idée de restituer le pouvoir, le vrai, au peuple. Terme déclenchant chez des pans entiers des masses plus que l'enthousiasme, car présenté comme étant confisqué par des élites et responsable travaillant uniquement pour leurs avantages personnels au détriment du bien être populaire. La crise du pouvoir d'achat corroboré à la corruption répandue, créent des échos favorables à ce discours. La justification politique dans le «peuple souverain» n'est plus socle de projet démocratique mais s'amarre à la déclaration de guerre aux partis, aux commis de l'Etat, aux riches, aux juges corrompus, aux

d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie 18 | 2013 Les frontières dans le monde hispanique.

https://www.researchgate.net/publication/329653203_Repenser_les_populismes_en_Amerique_latine_et_au-dela_Des_figures_du_conflit_a_la_guerre_des_memoires?enrichId=rgreq-a7a1f2be7d781cda58e85c5bcd59bb9d-XXX&enrichSource=Y292ZXJQYWdOzMyOTY1MzIwMztBUzo3MTI4MDc1MTU0NTEzOTRMTU0Njk1Nzk2MzM5MA%3D%3D&el=1_x_3&esc=publicationCoverPdf

⁵ Christopher Lasch, *La révolte des élites Et la trahison de la démocratie*, Champs essais, éditions Broché 2010.

barons de l'économie souterraine, aux saboteurs des chambres obscurs, aux spéculateurs, à ceux qui ont spolié les richesses du peuple. Autant de slogans et promesses faisant rêver les masses. Dès lors, la guerre pour instaurer la souveraineté du peuple sera menée en démontant les institutions, en déclarant la guerre carrément à la démocratie jugée désuète et à la constitution jugée obsolète. Pour le populisme qui gouverne, la démocratie est l'obstacle majeur à la restitution du pouvoir au peuple, pour celui de l'opposition ce sont les élites qui l'entravent. Deux niveaux d'un populisme répudiant la démocratie mais faisant l'éloge d'une masse de peuple définitivement quantifiable et parfaitement mesurable, oubliant intentionnellement que «dans tous les cas, ce n'est pas dans l'espace public que se passe la délibération démocratique, destinée à aboutir à la volonté générale. Les lieux prévus à cet effet sont»⁶, l'assemblée et autres institutions politiques élues.

3 - Des grandes promesses à la désillusion

A grands coups de promesses de tout ordre et de déconstruction méthodique ciblant les institutions de l'Etat, le pouvoir populiste installé depuis le 25 Juillet 2021 réussit son maintien et décuple ses forces en puisant dans l'implosion de la vie politique et les profondes faiblesses de ses partis concurrents. Alors qu'il ne propose aucun plan de relance économique et qu'il n'a entrepris aucun sauvetage de l'écosystème socioéconomique, il peine à mettre sur pied son entreprise de réformes politiques promises, gouvernant par seuls décrets. Quant au volet Jeunes, axe principal de son discours et promesses, le bilan est bel et bien négatif. L'action principale déclenchée par le nouveau pouvoir populiste envers les jeunes se résume en deux points qui portent en leur sein un danger

véritable, sapant réellement leur participation politique, démocratique et citoyenne. Il s'agit de l'accès des jeunes diplômés universitaires au marché de l'emploi et la consultation nationale.

1 - L'emploi des diplômés universitaires : c'est un des premiers dossiers politiques publics qui a vu le président de la république faire volteface à ses promesses. En effet, alors qu'il avait signé le projet de loi n° 38 qui lui a été soumis une année auparavant, il en faisait un argument politique affichant une immense empathie envers la jeunesse universitaire face à l'immobilisme des pouvoirs publics ; il s'opposa à son activation à l'occasion des manifestations et sit-in des diplômés chômeurs qui réclamaient leur droit au travail. Cette loi a été adoptée suite à des mouvements protestataires et de grèves étalées sur quelques années et initiées par les jeunes diplômés en situation sociale précaire et en chômage. La non application de cette loi soulève la question cruciale des difficultés de l'exercice du pouvoir en contexte de contraintes multiples, face aux promesses politistes du discours populiste. Ce dernier, en faisant fi de ces difficultés objectives affiche un haut niveau d'incapacité structurelle et de management qui touche l'élaboration des politiques publiques ciblant une des plus grandes problématiques socioéconomiques à savoir le chômage des jeunes et plus précisément, celle proposant des solutions concrètes relatives à l'absorption des nouveaux diplômés universitaires qui arrivent sur le marché de travail tunisien. L'emploi, l'université, le marché du travail, sont des dossiers stratégiques pour tout Etat et particulièrement comme celui tunisien nécessitant des choix publics clairs et la mobilisation de ressources ainsi que l'instauration de l'approche participative incluant les acteurs concernés, et en ce cas précis les jeunes diplômés. Non seulement le président a pédalé en sens inverse de ses promesses sur ce dossier, il n'a pas fait associer les jeunes et encore moins le reste des

⁶ Alban Martin, *Egocratie et Démocratie, la nécessité de nouvelles technologies politiques*, FYP éditions, collection Présence/Essai, 2010, P 23

acteurs. De par sa décision sur la non activation de cette loi 38, l'on découvre sans surprise l'une des facettes essentielles du populisme, celle de son incapacité à traduire ses promesses politiques en des politiques publiques fiables, celle du mensonge populiste mû en celui d'Etat. Revenir au peuple implique nécessairement que l'on revienne aux jeunes, et que les politiques publiques leur facilitent l'accès au travail décent et les accompagnent efficacement pour jouir de leurs droits socioprofessionnels. Ces derniers étant pilier de leur citoyenneté économique. Citoyenneté qui ne s'accomplirait qu'en éradiquant la précarité des jeunes. Revenir aux jeunes implique impérativement aussi que l'on crée les mécanismes nécessaires à leur participation dans l'élaboration des choix et plans des domaines qui les concernent en premier. Que le président fait volteface à la loi 38 est en soi un fort indicateur de la platitude de son programme, du fossé entre le dire de son discours et l'agir de ses actes. Le fait est que politiquement il investit dans des promesses qui émergent «à la faveur d'une conjoncture d'anomie qui se prolonge»⁷

2 - La consultation nationale : voulue populaire et annoncée en grandes pompes comme étant un projet à haute valeur politique ajoutée par le nouveau pouvoir en place, et ce pour trois raisons à savoir :

- * le pouvoir populiste se présentant comme étant à l'écoute des revendications de ses "sujets". L'écoute, dans cette logique, est supposée être une pièce fondamentale du processus de la restitution du pouvoir au peuple. Ecouter les jeunes, comprendre leurs revendications, en saisir les enjeux, et en faire objet des réformes à entreprendre, tels sont quelques enjeux politiques inhérents au

lancement de la consultation, du moins ceux annoncés par le pouvoir populiste en place.

- * toute réforme ne se fera qu'en étant concrétisation de la volonté du peuple et ses choix. c'est le principe politique annoncé comme étant choix fondamental sous-tendant les choix du président afin de réaliser le but ultime, celui que le peuple soit réellement maître de son devenir, de son destin.
- * les jeunes, pilier générationnel du peuple aura, de par cette consultation, l'opportunité "historique" d'intervenir dans les décisions et choix opérés par l'Etat, ce dernier ne saura s'en priver, il est et restera au service de la volonté populaire et son unique dépositaire.

Au vu de ce qui a été réalisé quant à cette consultation et son déroulement, l'on avance quatre remarques relatives aux enjeux politiques voulus par le pouvoir populiste à cette consultation.

- ✓ 1 - d'abord, le pouvoir en place voulait dynamiser ses politiques publiques. L'occasion est ratée d'emblée puisque c'est une preuve de l'incapacité du pouvoir populiste à proposer des décisions innovantes. La consultation est une technique longuement et largement utilisée par l'Etat tunisien durant les quarante dernières années. Technique épuisée, fortement manipulée politiquement et profondément investie par la volonté d'assoir les politiques publiques à une légitimité populaire. Aucune traçabilité historique n'est prouvée attestant que les dizaines gouvernements aient, de quelque manière soit elle, intégré les propositions des jeunes dans leurs politiques publiques. Pis, aucune garantie mettant en exergue des mécanismes précis pour cette intégration n'a été proposé par le pouvoir en place. Signe fort qu'il n'a nullement l'intention de le faire. D'ailleurs, huit mois après son emprise totale sur les pouvoirs politique, législatif et exécutif, le

⁷ Bernard Boëne, *Le populisme contemporain en Occident : une autre lecture*, P 2, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02015902/document>.2019.

président n'a présenté aucun programme ciblant les jeunes, même pas une esquisse de réformes à instaurer, ou un ensemble d'actions à entreprendre. Le montage de la consultation et la formulation de questions posées, ont «conduit à donner aux électeurs le sentiment qu'ils avaient été floués et dépossédés de leur souveraineté. La faute en incombe d'abord à ceux qui ont posé la question en des termes qui n'indiquaient aucune alternative pratique»⁸.

- ✓ 2 - le pouvoir en place annonçait que ses grands projets de réforme politique et socioéconomique s'adosseront à une connaissance de l'état actuel des grands dossiers. En fait, en termes de récolte de données ou leur actualisation, cette consultation s'apparente à fonder une porte ouverte, tant les données et études regorgent sur les questions socioéconomiques et même politiques du pays. Le coût de son financement et la logistique mobilisée pour mener cette consultation se sont certainement réalisés au dépend des dépenses publiques déjà affaiblies et presque à sec. Même le texte de loi cadrant cette consultation manquait lors de son lancement. En fait, la visée principale de cette consultation est qu'elle gomme l'absence de programmes sociaux et économiques et ce en maintenant l'illusion qu'ils seront montés autrement, de manière cherchant l'efficacité avant tout. Le gain du temps par cette manœuvre prouve les choix creux et évidés du nouveau pouvoir, et que son premier souci était d'asseoir ses pouvoirs politiques et les étendre.
- ✓ 3 - le pouvoir en place appelait à rompre avec l'ancien modèle de gouvernance qui ne prenait pas en compte la volonté populaire et surtout celle de la jeunesse. Le constat qui s'impose de soi-même est que la consultation nationale n'a joué que d'une très faible démarche participative auprès de quelques universitaires de la même

obéissance politique soutenant le président de la république, et quelques «apprentis» en sciences sociales et humaines dont on ne connaît peu ou pas grand-chose quant à leur maîtrise d'un tel sujet. L'on ne dispose pas de preuves fiables relatives à la réalisation d'une pré-enquête, dans les traditions de la recherche scientifique, même commanditée. L'on ne dispose pas aussi de preuves confirmant l'association en amont des jeunes de divers profils à l'élaboration des axes de cette enquête. La manipulation de données recueillies est presque certaine, leur interprétation est réduite, les grandes conclusions sont pré-établies. La très faible participation populaire à cette consultation réfute radicalement la thèse voulue et souhaitée par le pouvoir en place, que la consultation soit l'expression politique de sa légitimité populaire. Pire, la très faible participation des jeunes exprime une sorte de contestation «silencieuse» certes mais qui atteste de la fracture rapidement installée entre eux et le pouvoir politique issu du 25 Juillet 2021.

- ✓ 4 - le pouvoir populiste en place affichait clairement dès le départ, que cette consultation lui servirait de base pour la réalisation d'un référendum dont la problématique essentielle est politique touchant la constitution, le régime politique, et le mode de scrutin. La décision de s'approprier de par cette consultation une légitimité populaire, est, on ne peut plus claire. Le président de la république, conscient de l'affaïssement de la participation populaire voulue à la consultation, annonça et avant même la fin de cette consultation, que le peuple a bel et bien exprimé ses préférences pour le mode de régime politique. En fait le président annonça ses propres préférences politiques qu'il imposera certainement via le référendum. Dès le départ donc, la consultation était faussée. Il ne s'agissait pas de réforme du système politique, ni de refonte des politiques publiques, ni d'écouter les jeunes et les faire participer aux

⁸ Pierre Rosanvallon, *Le Siècle du populisme, Histoire, théorie, critique*, Éditions du Seuil, janvier 2020, p 87

processus de décision, ni encore moins de faire exprimer la volonté populaire ou cerner ses attentes. C'était l'auto consultation narcissique, menée par le chef populiste et destinée à soi-même.

Le déroulement de cette consultation fait ressortir deux remarques majeures, à savoir :

- 1 - S'adressant à tout le peuple et particulièrement aux jeunes, elle portait en ses germes la faillite managériale du populisme quant à ses réelles capacités de gérer démocratiquement la chose publique. Ses capacités de mobilisation des masses populaires n'ont d'égales que ses prédispositions à en faire l'objet d'une manipulation politique servant la bâtisse de la dictature institutionnelle initiée déjà par un grand holdup constitutionnel, alors qu'il fallait contribuer à faire «mieux fonctionner la démocratie : *il faut la comprendre sous ses aspects les plus contradictoires pour avoir une chance de la réinstaurer. Cette exigence de réinstitution ne fait-elle d'ailleurs pas partie à la fois de l'idée et de la réalité historiques de la démocratie ?*»⁹
- 2 - La très faible participation des jeunes tunisiens à cette consultation les conforterait dans leurs désillusions envers les politiques publiques. De la révolution de 2011 qu'ils ont initiée, à la date du 25 Juillet 2021 qu'une bonne partie d'entre eux ont soutenue, les jeunes restent fortement méconnus, ne se reconnaissant pas encore dans les politiques que l'Etat et ses élites leur proposent.
- 3 - Manipulée par le populisme montant et celui au pouvoir, affaiblie par les défaillances de la transition démocratique, entravée par le vacillement des élites, immobilisée par le chômage et la précarité ; la participation des jeunes tunisiens paie le lourd tribut, celui

des incertitudes du projet démocratique et de ses insuffisances. En fait, il faut que tout un chacun prenne conscience qu'*«il faut revenir au fondement du contrat social, dont on parle tant, mais que l'on réduit à un simple contrat de gouvernement, alors qu'il s'agit d'un contrat en deux temps dont le premier moment est celui de l'association entre des citoyens qui se reconnaissent comme des individus libres et égaux, ayant la volonté de vivre ensemble et de construire en commun»*¹⁰.

Références bibliographiques

Alban Martin, Egocratie et Démocratie, la nécessité de nouvelles technologies politiques, FYP éditions, collection Présence/Essai, 2010.

Bernard Boëne, Le populisme contemporain en Occident : une autre lecture, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02015902/document>, 2019.

Christopher Lasch, La révolte des élites Et la trahison de la démocratie, Champs essais, éditions Broché 2010.

Éric Clémens et Erwin Jans, La démocratie en questions, Passa Porta, La Lettre volée et les auteurs, 2010.

Frédérique Langue et Edgardo Manero, Repenser les populismes en Amérique latine et au-delà. Des figures du conflit à la guerre des mémoires, ILCEA Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie 18 | 2013 Les frontières dans le monde hispanique. https://www.researchgate.net/publication/329653203_Repenser_les_populismes_en_Amerique_latine_et_au-dela_Des_figures_du_conflit_a_la_guerre_des_memoires?enrichId=rgreq-a7a1f2be7d781cda58e85c5bcd59bb9d-

⁹ Éric Clémens et Erwin Jans, *La démocratie en questions*, Passa Porta, La Lettre volée et les auteurs, 2010, p 4

¹⁰ Roger Sue, *UN NOUVEAU TOTALITARISME, Citoyenneté ou barbarie*, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2020, p 4

J.-C. Passeron, Symbolisme dominant et symbolisme dominé, Contribution à la protohistoire de la réciprocabilité symbolique des rapports de force, revue Enquête numéro 1 À propos des cultures populaires, « Symbolisme dominant et symbolisme dominé » p 2, Enquête [En ligne], 1 | 1985, mis en ligne le 03 juin 2013, URL : <http://journals.openedition.org/enquete/38> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/enquete.38>

LANTO RATSIDA RANDRIAMANANTENA, Le CONSEIL DES JEUNES Peut-il servir d'espace d'initiation pratique à la démocratie ? Friedrich-

Ebert-Stiftung, Août 2011, <https://www.giz.de/de/downloads/giz2014-fr-democratie-locale-tunisie-internet.pdf>

Pierre Rosanvallon, Le Siècle du populisme, Histoire, théorie, critique, Éditions du Seuil, janvier 2020.

Roger Sue, UN NOUVEAU TOTALITARISME, Citoyenneté ou barbarie, Éditions Les Liens qui Libèrent, 2020.

Vincent de coorebyter, LES PARTIS ET LA DÉMOCRATIE, <https://www.cairn.info/revue-dossiers-du-crisp-2005-2-page-9.htm>